La fusillade de 1932: un souvenir douloureux mais nécessaire

Il y a 80 ans, à Genève, **l'armée tirait sur des travailleurs manifestant** contre un meeting de l'extrême droite fascisante faisant 13 morts. Un livre éclairant ces événements vient de sortir

mémo **Le 9 novembre 1932, à Genève, l'armée tire sur des manifestants antifascistes faisant 13 morts et des centaines de blessés. Huitante ans après les faits, l'historien genevois Jean Batou vient de publier *Quand l'esprit de Genève s'embrase*, un ouvrage capital sur ce drame.**

Occupation de Genève par l'armée lors des obsèques des victimes et de la grève générale du 12 novembre 1932 (AEG AP 95 3.7.7).

Dans l'entre-deux-guerres, le Parti socialiste genevois (PSG) est l'une des sections le plus à gauche du PSS et effraie une bourgeoisie locale qui sent son hégémonie contestée. Au niveau syndical, la section genevoise de la Fédération des ouvriers du bois et du bâtiment (FOBB), animée notamment par l'anarcho-syndicaliste Lucien Tronchet, mène une politique combative, bien éloignée de la ligne plus modérée défendue par l'Union syndicale suisse (USS). C'est dans ce contexte que, le 9 novembre 1932, l'Union nationale (extrême droite fascisante) organise le *«procès public des sieurs Nicole et Dicker»*, les deux principaux dirigeants du PSG. Celui-ci appelle à une manifestation de protestation antifasciste.

Impacts de balle dans la vitrine du garage de Plainpalais (AEG AP 95 3.7.7).

«Il sera interdit de tirer en l'air»

Le Conseil d'Etat genevois demande le soutien de l'armée pour encadrer la manifestation. On envoie, faute de mieux, une école de recrues en service à Lausanne avec une consigne claire: les soldats sont armés de balles réelles et *«il sera interdit de tirer en l'air»*. Quant aux éléments peu sûrs, qu'ils émettent des doutes sur leur capacité à faire feu ou qu'ils fassent partie d'une organisation ouvrière, ils sont écartés.

Le soir même, 5000 à 8000 personnes défilent. Alors que la majorité des manifestants se rassemblent à la rue de Carouge, 200 personnes environ, dont une majorité de badauds, se retrouvent devant la salle de réunion de l'Union nationale, gardée par l'armée. Quelques dizaines de manifestants scandent des slogans antimilitaristes et antifascistes, certains invectivent les soldats, d'autres leur jettent du gravier. L'armée répond brutalement. A 21h34, le 1er lieutenant Burnat, avec l'aval de sa hiérarchie, donne l'ordre à ses soldats de tirer. Bilan: treize morts, une centaine de blessés. Pour l'époque, cela en fait la fusillade la plus grave de tous les pays comparables à la Suisse. La presse internationale ne s'y trompe pas: conservatrice, libérale ou socialiste, elle critique sévèrement le comportement des autorités.

Briser le mouvement ouvrier combatif

Cela aboutit-il à une autocritique de la part du gouvernement? Loin de là. Le mouvement ouvrier genevois vote une grève générale de protestation pour le 12 novembre, grève très partiellement suivie car il est divisé sur la réponse à apporter à la fusillade. Cela n'empêche pas les autorités de mobiliser huit bataillons, d'installer des nids de mitrailleuses en ville ou d'occuper les points stratégiques. C'est que, dans l'esprit de la droite, on assiste, comme lors de la grève générale de 1918, à une tentative d'insurrection, ce qui lui permet de justifier la violence de sa politique.

A la démonstration de force militaire, la droite ajoute la répression judiciaire. Quelques heures après la fusillade, hors de toute procédure pénale normale, le président du Conseil d'Etat signe un mandat d'amener contre Léon Nicole qui sera arrêté à son domicile le lendemain matin et finalement condamné à six mois de prison. La justice s'acharnera aussi sur les simples militants. Le premier manifestant arrêté est d'ailleurs une manifestante: Jeanne-Marie Magistri, une blanchisseuse. Elle sera la première d'une longue série. Jean Batou estime que des centaines de personnes ont été interrogées. La police profite de cette énorme opération pour mettre ses fichiers de renseignements à jour et les interrogatoires sont musclés. Il s'agit véritablement de «casser», au sens propre comme au figuré, l'aile gauche du mouvement ouvrier. Rarement, l'expression «justice de classe» n'aura trouvé aussi cinglant exemple... Car ni les soldats qui ont tiré, ni les officiers qui le leur ont ordonné ne seront inquiétés. La répression se poursuit d'ailleurs sur les lieux de travail: les listes noires se multiplient, le fait d'être syndiqué à la FOBB ferme les portes de bien des entreprises. *«On devait s'embaucher sous de faux noms»* témoigne par exemple le parqueteur Louis Rieben.

Savoir désigner les vrais coupables

Peut-être que la fusillade de 1932 résulte d'un engrenage funeste qui n'a pas été anticipé par ses principaux protagonistes. Mais ce fut un engrenage provoqué par l'attitude jusqu'au-boutiste de la bourgeoisie genevoise effrayée face à la progression socialiste, ainsi que du corps des officiers largement imprégné des idées fascisantes et déterminé à «casser du rouge».

Plusieurs historiens ont lu cette fusillade comme un terrible accident dont la responsabilité serait partagée entre des manifestants trop véhéments et des soldats inexpérimentés. En somme, une interprétation très consensuelle qui correspond bien à l'image que la Suisse se fait d'elle-même. Dans son ouvrage qui a à la fois un grand souci du détail et l'intelligence de replacer le 9 novembre dans son contexte large, Jean Batou montre qu'il n'en est rien. Celui-ci exhorte d'ailleurs les acteurs des mouvements sociaux à *«s'efforcer de désigner clairement [les] principaux responsables [de la fusillade], soit la droite genevoise et la hiérarchie militaire»* et à *«affirmer que les luttes sociales et les combats contre l'extrême droite étaient – et sont toujours – des objectifs légitimes»*. Dans le contexte actuel, on voit mal comment lui donner tort.

Julien Wicki ■

Illustrations tirées du livre de Jean Batou

Jean Batou, Quand l'esprit de Genève s'embrase. Au-delà de la fusillade du 9 novembre 1932, *Lausanne: Editions d'en bas, 2012. Le livre est disponible en librairie ou auprès des Editions d'en bas, enbas@bluewin.ch ou 021 323 39 18. Prix: 34 fr. + frais de port.*

«L'histoire des vaincus, faite par les vaincus, peut être porteuse d'avenir!»

Trois questions à Jean Batou, historien genevois auteur de l'ouvrage.

Comme lors de la grève de 1918, la bourgeoisie suisse va justifier la violence de la répression en invoquant le risque du complot révolutionnaire. Comment expliquez-vous la permanence de cette argumentation?

La bourgeoisie suisse a toujours considéré l'action politique indépendante du mouvement ouvrier comme une menace. En période de crise, elle a perçu aussi très vite l'agitation des peuples voisins comme un danger pour la paix sociale en Suisse. Cela était vrai en novembre 1918, un an après la révolution d'Octobre, sur fond de révolution en Allemagne. Cela s'est répété quatorze ans plus tard, après l'onde de choc du krach de Wall Street, avant même que les grèves du Front populaire français et la révolution espagnole ne suscitent un vent de panique en 1936. Aujourd'hui, c'est encore pour faire face aux retombées de la crise en Europe du Sud, que Ueli Maurer parle de mettre sur pied quatre bataillons de 1600 policiers militaires.

Pourquoi cette fusillade demeure-t-elle largement méconnue du grand public?

Les confrontations des années 30 ne sont plus évoquées à gauche que pour condamner le fascisme, alors que c'est tout de même le Conseil d'Etat genevois qui a fait appel à l'armée, et que c'est celle-ci qui a fait feu sur la foule. Ajoutez à cela que l'idéologie néolibérale est fondée sur le culte de l'individualisme et du présentisme... On peut ainsi comprendre l'amnésie du grand public sur les mouvements sociaux du passé. Le mouvement ouvrier devrait donc accorder beaucoup plus d'importance à son histoire: en effet, l'histoire des vaincus, faite par les vaincus, peut être porteuse d'avenir!

Huitante années après les faits, quels enseignements le mouvement social suisse peut-il tirer de cette tragédie?

Le mouvement social doit apprendre à être solidaire avec les luttes sectorielles menées au niveau d'une entreprise, d'une branche, voire d'un canton. Il doit refuser de se laisser diviser par les partisans du statu quo, qui préfèrent circonscrire une confrontation plutôt que de risquer de mettre en cause la paix sociale. La fusillade de 1932 n'a suscité aucune réaction d'envergure du PSS et de l'USS, ce qui était d'ailleurs prévisible en raison de leur volonté de se poser en garants de l'ordre, trois ans avant de souscrire à la Défense nationale, et cinq ans avant de signer la paix du travail. Mais c'est aussi dans le cadre d'un tel contexte, que cette tragédie a été possible.

Propos recueillis par JW ■

Manifestons pour réaffirmer «Plus jamais ça»!

«Plus jamais ça». La promesse est gravée dans le granit de la pierre déposée il y a 30 ans sur la plaine de Plainpalais à Genève, en mémoire des victimes de la fusillade de l'armée contre des travailleurs le 9 novembre 1932. Aujourd'hui, 80 ans après cette tuerie, cette promesse est toujours d'une brûlante actualité. Alors que la nouvelle Constitution genevoise (adoptée le 14 octobre dernier par environ un citoyen sur six en raison du faible taux de participation) prévoit explicitement la possibilité de faire appel à l'armée pour le maintien de la sécurité et de l'ordre public, le Département fédéral de la défense préparerait la création de quatre nouveaux bataillons de police militaire de 1600 hommes. Ueli Maurer, conseiller fédéral en charge de l'armée a évoqué récemment, selon l'hebdomadaire alémanique *Der Sonntag*, la possibilité d'un recours aux troupes pour faire face à des troubles liés aux conséquences de la crise sévissant en Europe. Unia, la plus grande organisation de travailleurs en Suisse, avait vivement protesté contre ces sombres intentions (voir *L'ES* du 17 octobre 2012).

«Plus jamais ça». Pour affirmer à nouveau cette promesse, la Communauté genevoise d'action syndicale (CGAS), dont fait partie Unia, ainsi que le Part du travail, le PS genevois, Solidarités, les Verts, le Groupe pour une Suisse sans armée, le Cartel intersyndical du personnel de l'Etat et l'Association nationale des partisans d'Italie (Suisse) appellent à participer à une manifestation ce vendredi 9 novembre placée sous la devise: «Occupons la rue contre le militarisme et la répression des mouvements populaires!»

SH ■

Programme:

Vendredi 9 novembre 2012

17h45 **Rassemblement à la zone piétonne du Mont-Blanc (devant la gare). Manifestation jusqu'à la pierre commémorative de Plainpalais.**

19h **A la pierre: prises de parole, lecture des noms des victimes, soupe.**